

SIMON NJAMI

«LE JOUR OÙ LA VOIX
DE L'AFRIQUE SERA
AUDIBLE À DAKAR,
NEW YORK ÉCOUTERA»

Avec ses lunettes noires toujours vissées sur le nez et l'air nonchalant d'un homme très demandé, Simon Njami est un peu une rock star dans le petit monde de l'art contemporain. Nous l'avons rencontré entre deux sollicitations pendant la 1-54 Marrakech. Et nous avons discuté, longuement: «vague africaine», manque de débats en Afrique, Biennale de Dakar, Senghor et Césaire, tout y passe.

Propos recueillis par Emmanuelle Outtier



« UNE BIENNALE N'EST PAS UNE EXPOSITION, ELLE EST UN UPDATING D'UNE SITUATION, D'UN PAYS, D'UN CONTINENT. ELLE EST UN ÉTAT DES LIEUX À UN INSTANT T. »

Vous êtes venu à Marrakech pour la première édition africaine de la foire 1-54. Les événements et infrastructures culturels se multiplient sur le continent, est-ce le signe qu'un écosystème se met en place pour arrimer à sa terre d'origine cet art africain si convoité à l'étranger ?

Pour le moment, je ne vois pas d'écosystème. Il en existerait un s'il existait un projet. Nous avons beaucoup d'initiatives à très court terme, sans concertation. Chacun ouvre sa structure puis on parle de « vague africaine » alors que ce ne sont que des gouttelettes parce qu'il n'y a pas de réflexion de fond. Si nous voulons créer un écosystème, il faut que les ambitions dépassent les satisfactions personnelles. Il faut que l'Afrique se connaisse. Et pour cela, elle ne doit pas réfléchir à une quelconque utopie mais à des paradigmes concrets : comment fabrique-t-on un pot commun pour échanger et construire un discours endogène ? Comment fait-on pour faire advenir la confrontation d'idées qui participe à fabriquer de la pensée ? Et non seulement de belles images... Il y a quelque chose qui fonctionne très bien en Afrique : faites un événement et vous serez assurés d'être à la mode ! Les gens ne regardent pas le fond. Je soutiens toutes ces initiatives bien sûr, mais je suis réservé sur leur « durabilité ». Cela fait partie de cette pensée critique qui manque désespérément à l'appel. Nous mourons de l'absence de débats ! Quels sont-ils aujourd'hui en Afrique ? Quelles sont les deux pensées qui se cognent avec des arguments massifs ? Camus et Sartre s'opposaient... Qu'on se plaigne que l'Afrique n'ait pas voix au chapitre, c'est très joli. Mais ensuite ? Qu'est-ce qu'on active pour que cela se passe ?

Un vide de pensée, donc ?

Cela évolue quand même, bien évidemment. Il y a quelques années, il n'y avait pas de centres d'art en Afrique. Les seuls lieux où on échangeait étaient les centres culturels français ou étrangers. Quand j'ai commencé à faire des expositions, il n'y avait aucun curateur issu du continent auquel un musée aurait confié un projet – ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Mais tout le problème reste que la pensée africaine a été fabriquée de façon exogène, en Europe. Il nous faut un discours propre. Cela va prendre du temps mais il ne faut pas que l'on se trompe dans la méthode ni dans le sujet. Je ne pense pas l'Afrique pour qu'elle soit au Panthéon, mais je pense l'Afrique pour qu'elle fonctionne. Qu'est-ce qui est important ? Qu'on entende sa voix à Dakar ou à New York ? Le jour où elle sera audible à Dakar, New York écouterait. L'essentiel est de fabriquer une vision de nous-mêmes qui ensuite parlera au monde. Arrêtons de nous soucier du regard de l'Autre. Je me souviens d'un atelier de journalisme

organisé en Autriche il y a quelques années. J'avais invité des journalistes du continent. Ils se plaignaient que les journaux européens ne parlaient pas de l'Afrique, ou de façon stéréotypée etc. Mais toi, dans ton journal à Lagos, est-ce que tu parles de l'Autriche ? Non. Pourquoi voulez-vous qu'ils parlent de vous, vous ne parlez pas d'eux. Je ne vois pas où est le problème. C'est cette dissymétrie, consciemment ou inconsciemment entretenue, qui est néfaste. L'Afrique se construit encore à travers le regard de l'Europe ou de l'Autre. Tant que cela sera ainsi, cela ne fonctionnera pas.

Construire un discours endogène « sans se tromper dans la méthode ni le sujet », dites-vous. Comment ?

Si nous ne posons pas de questions précises, nous n'aurons pas les réponses adéquates. Et les questions précises se posent à partir du terrain. Si la Biennale de Dakar a décollé en 2016, c'est parce que nous nous sommes posé des questions bien définies sur les lieux d'exposition ou sur les stratégies à mettre en place pour qu'il y ait une véritable participation du public. Les grands concepts, post-colonialisme, contemporanéité etc., tout cela est évanescent. « Une théorie qui n'est pas applicable ne sert à rien », écrivait Gilles Deleuze. Réfléchissons pragmatique. Comment fait-on des musées ? Quels types de musées ? Comment gère-t-on les droits d'auteurs ou les droits de suite ? Cette année, le colloque qui se déroulera pendant la biennale proposera une réflexion sur l'art et le marché, par exemple. Je souhaite que ces rencontres produisent un « guide d'application » concret.

S'il n'y a pas encore d'écosystème culturel africain, le fait est que les initiatives foisonnent. Quel est désormais le rôle de la Biennale de Dakar dans cette nouvelle configuration ?

La Biennale de Dakar est la plus ancienne du continent. Elle est trop vieille pour s'adapter à une quelconque « nouvelle configuration ». Elle doit au contraire montrer le cap. Comme elle l'a déjà fait. Vous savez, à une époque, lorsqu'on parlait d'Afrique, les gens pensaient automatiquement à « Afrique noire ». La Biennale de Dakar a déconstruit cela en exposant des artistes marocains ou égyptiens. Certains s'en sont étonnés, il suffit pourtant de regarder une carte... Et aujourd'hui des Caribéens, des Brésiliens, des Américains... Donc, la Biennale de Dakar doit continuer à se consolider pour être un lieu où l'on parle d'art, où on le réfléchit, et devenir à terme le lieu d'où partent les choses. Et non se conformer à une quelconque tendance ou configuration. Elle a d'ailleurs cet avantage d'avoir été voulue par l'État du Sénégal. Lorsque les choses ne sont pas portées politiquement, elles ne durent pas. C'est sans doute pourquoi aujourd'hui beaucoup d'événements



Laeila Adjovi, *Malaïka Dotou Sankofa*, séries photographie, 2016



© Victoria Tomaschko

Alya Sebti explore les croyances

Invités par Simon Njami, cinq commissaires planchent sur le thème de l'heure rouge. Parmi eux, la curatrice marocaine propose une exposition autour des rituels et mythes du continent.

En arrivant aux commandes de Dak'art en 2016, Simon Njami avait une idée en tête : bousculer les habitudes. La réouverture du Palais de Justice, fermé depuis des années, en était sans doute le geste le plus emblématique. Mais pas seulement. Pour faire de Dakar une capitale-monde et « contrer cette notion de centre et de périphérie » qui relègue souvent le continent à la marge, Njami invitait pour la première fois des commissaires internationaux. Cette année, il récidive : cinq jeunes curateurs venus d'horizons divers (Mexique, Suède, Hong Kong, Cameroun, Maroc) proposeront leur interprétation du thème 2018, « L'heure rouge », au Musée de l'IFAN qui accueillait l'exposition principale avant « l'ère Njami ». Sans doute un symbole de plus, peut-être une façon d'assurer la relève. Parmi eux, la commissaire marocaine Alya Sebti propose le projet curatorial « Invisible » autour des rituels et mythes ancrés dans les réalités quotidiennes du Maroc et du Sénégal. Deux territoires de croyances très connectés, si l'on en croit les pèlerinages séculaires de la confrérie soufie Tijaniyya entre Dakar et Fès. Il n'en sera pourtant pas question dans son exposition dakaroise, prévient la curatrice. « L'heure rouge » d'Alya Sebti est plutôt « une reconnexion aux héritages éclatés », ceux façonnés par ces croyances populaires dévaluées par nos sociétés contemporaines rationalistes. Pour cet opus, la curatrice convoque plusieurs artistes – Hicham Berrada, Younès Baba Ali, Anna Raimondo – qu'elle connaît bien pour les avoir exposés à Mons ou à l'Ifa-Galerie (Berlin) qu'elle dirige depuis deux ans. Baba Ali s'attachera par exemple, lors d'une série d'interventions, aux pratiques mystiques qui entourent la lutte sénégalaise. Aux côtés de Anike Joyce Sadiq et Kenza Benamour, les artistes du projet *Attokoussy*, initié par le Cube (Rabat) l'an dernier, rejoignent la sélection. Leila Sadel, Zainab Andalibe, Mohammed Laouli et Abdesamad El Montassir proposeront des pièces inédites sur les croyances au Maroc. « Invisible », financé par le Goethe Institut, la fondation Alliances et l'Ifa-Galerie, voyagera par la suite en Allemagne. Preuve s'il en est que le souhait de Njami de faire de Dak'art « le lieu d'où partent les choses » est aujourd'hui une réalité tangible.

culturels émergent puis disparaissent. Une volonté politique est toujours nécessaire, même si je suis convaincu qu'il faut des francs-tireurs qui, à un moment donné, imposent les choses aux États. Les francs-tireurs, sur le continent, ce sont des structures comme Desta for Africa Creative Consulting PLC en Éthiopie [organisateur de l'Addis Foto Fest, ndr], Darb 1718 au Caire ou le Centre for Contemporary Art de Bisi Silva à Lagos, les Galeries Mam et Doual'art au Cameroun, la galerie Cécile Fakoury ou la fondation Donwahi à Abidjan. Ils ont décidé de faire parce qu'ils ont ressenti une nécessité, non pour surfer sur une vague, comme des acteurs privés qui font entrer l'Afrique dans leur stratégie commerciale, mais au contraire pour provoquer, déclencher et activer des choses.

Vous assurez pour la seconde fois le commissariat de Dak'Art. Vous avez également été directeur artistique des Rencontres photographiques de Bamako de 2001 à 2007. Qu'est-ce qui fait biennale en Afrique ?

Des biennales, il y en a partout. La question est : qu'est-ce qui fait événement en Afrique ? Pour faire événement, il faut parler aux gens. On ne fait pas une biennale pour une semaine. On ne la fait pas pour les avions qui atterrissent, mais pour les gens qui sont là. Une biennale n'est pas une exposition, elle est un *updating* d'une situation, d'un pays, d'un continent. Elle est un état des lieux à un instant T. Elle se conçoit nécessairement en rapport avec le terrain. Prenons la Documenta de Kassel : lorsqu'elle a été créée, le but était de donner à voir tout ce que le III^e Reich avait détruit. Une biennale est toujours une solution pour soi-même. On réfléchit en fonction de besoins endogènes et ce faisant, on fabrique des outils qui excèdent le lieu d'où ils ont été créés. Mais s'il n'y a pas de racine ou de socle solidement ancré sur un sol, cela part dans tous les sens comme un ballon d'hélium. L'Afrique importe trop ! Il est essentiel qu'elle se fasse des modèles organiques, comme tout le monde.

Est-ce cela la réussite de l'édition 2016, avoir répondu à un besoin endogène ?

Difficile d'être juge et partie. Mais je crois savoir que le public dakarois a reçu cette biennale en 2016 comme la première à laquelle il était pleinement convié. Il y a un phénomène bien connu : une fois passée la semaine dite professionnelle, les lieux sont vides. Cette fois, ils étaient pleins. La réouverture du palais de justice a donné tout à coup une autre dimension à la biennale. Personne ne s'en souvenait, mais ce palais avait accueilli en 1966 l'exposition d'art contemporain du Festival des Arts nègres avant de devenir un palais de justice. Il me paraissait important de renouer avec cela. C'était aussi un moyen de reconnecter la mémoire collective de la ville. Pour les anciens, il était le lieu où ils s'étaient mariés, pour les autres un endroit mystique, fermé depuis trente ans. Cela a fait événement pour la population dakaroise, qui s'est déplacée. Il faut mettre en place des dispositifs pour que les gens viennent. Des jeunes gens de bonne famille ont découvert que la biennale existait grâce à l'ancienne gare que nous avons transformée en un espace central de débats

Sonia Kessi,
Tamurt 5,
 photographie, 2017

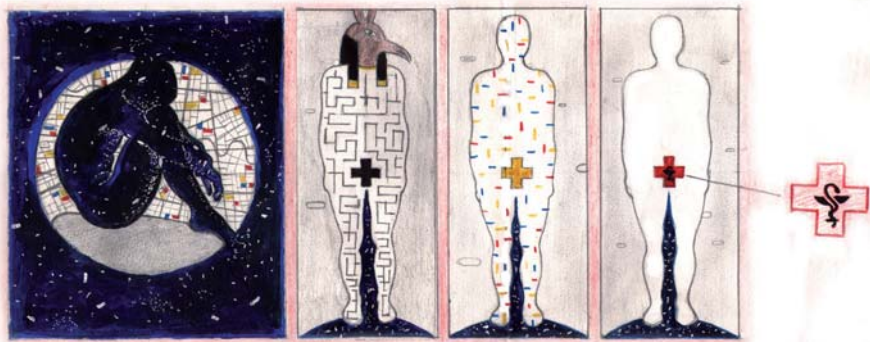


Marcos Lora Read,
Ausencia, 2010

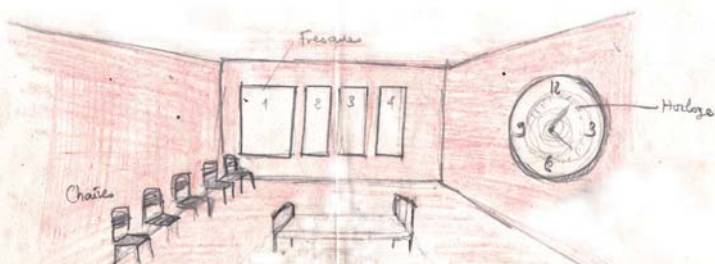


Paul Alden Mvoutoukoulou,
Urgences, projet
 d'installation

Katia Kameli, *Ya Rahi*, vidéo, 2017



Kudzanaï Chiurai, *We Live In
 Silence - Chapter 3*, 2017, vidéo



« JE NE PENSE PAS L'AFRIQUE POUR QU'ELLE SOIT AU PANTHÉON, MAIS POUR QU'ELLE FONCTIONNE. L'ESSENTIEL EST DE FABRIQUER UNE VISION DE NOUS-MÊMES QUI ENSUITE PARLERA AU MONDE »

et de fête. Nous y avons projeté sur grand écran les *talks* de la 1:54 qui se déroulait à la même période, tandis que 1:54 projetait Dak'art à New York. Nous avons aussi formé une vingtaine d'étudiants qui sont devenus médiateurs, ce qui n'existait pas à ce moment-là. C'était une façon de sortir de « l'entre-soi » et d'abolir cette frontière qu'on érige facilement entre celui qui prétendument sait et celui qui ne sait pas. Donc, il faut créer des pièges un peu partout pour que les gens sachent qu'il se passe quelque chose et qu'ils y participent. Une biennale doit être un carrefour.

Après avoir convoqué Senghor et sa cité dans le jour bleu, vous placez Dak'art 2018 sous les auspices du poète martiniquais Aimé Césaire. Quelle est cette « heure rouge » qui donne le ton et la couleur de cette nouvelle édition ?

L'heure rouge signifie « l'ici et maintenant », *hic et nunc*. Elle est aussi cette émancipation de soi, cette capacité de choisir en fonction de soi et non en fonction du regard que porte l'Autre. Comme l'œuvre rouge en alchimie, elle est le stade ultime de la métamorphose, l'ultime sagesse, l'ultime liberté. Elle est ce moment d'accomplissement, « l'ultime rencontre avec soi-même », selon Ernst Bloch. L'heure rouge fait aussi référence au principe d'individuation de Carl Gustav Jung. Les éditions 2016 et 2018 ont été pensées comme un diptyque. Au départ, ce qui m'intéressait était le fait que Senghor soit dévalué par tous les jeunes intellectuels. Symboliquement, je voulais rappeler qu'avec Senghor, il y a une pensée africaine endogène – n'oublions pas que le Festival de Dakar en 1966, c'est lui ! Mais comme toute pensée active, elle a besoin d'être dépoussiérée et réévaluée. Si nous devons tuer le père, faisons-le avec amour, avec talent. Avec « la cité dans le jour bleu », nous évoquions le rêve : « *Nous ferons un monde où tout le monde sera frère* ». Le deuxième volet est l'application concrète du premier. Une fois le rêve formulé : que fait-on ? Comment le fait-on ? Tout le propos est d'arrêter de verser dans la nostalgie. Il est temps de faire et de se penser. Et de le faire concrètement. J'ai une sympathie toute particulière pour les gens qui entreprennent des choses – qu'elles soient foutraques importe peu. À partir d'actes posés, on peut avancer.

75 artistes intègrent l'exposition principale. Les horizons sont divers, avec notamment des artistes originaires des États-Unis et des Caraïbes. Sur quels critères s'est faite votre sélection ?

Toujours sur le même critère qui est celui de la pertinence, quel que soit le lieu d'où l'on provient. Il s'agit ici d'abolir les frontières et de forcer l'œil à voir. L'Afrique est bien plus vaste

que les limites du continent et il me semble que Dakar est le lieu par excellence pour le rappeler. Nous pouvons jouer sur le principe négro-américain de *home coming* d'un côté et de réappropriation de l'autre. Pendant la conférence des intellectuels noirs à La Sorbonne en 1956, une ligne de partage conceptuelle était apparue entre Africains et Américains, qui analysaient le monde selon des points de vue différents, voire opposés. La fin de la Ségrégation d'un côté, les Indépendances de l'autre, ont contribué à changer les termes du débat. Il s'agissait pour moi d'amener ces *distant relatives* à se connaître mieux, non pas par le discours, mais par les formes.

Pourquoi avez-vous invité cinq commissaires qui donneront à voir leur interprétation de « l'heure rouge » au Musée de l'IFAN ?

Vous savez, le diable se cache dans les détails : la Biennale de Dakar est une biennale africaine d'art contemporain et non une biennale d'art contemporain africain. Cela me paraissait essentiel de faire venir d'autres regards. Donc nous avons mis en place en 2016 ce dispositif de commissaires invités. Pour moi, l'important était de montrer ces gens qui font. Cela permettait aussi de battre en brèche les notions de centre et de pays périphériques. Nous voulions créer une nouvelle centralité qui ne soit pas bâtie sur le traditionnel axe Nord/Sud. Je n'aime pas l'expression Sud/Sud. Mais l'idée est de confronter des expériences qui ne proviennent pas nécessairement de ce que l'on appelle encore, abusivement, le Centre. Les commissaires invités sont originaires du Maroc, du Cameroun, du Mexique, de Suède et le cinquième, d'origine roumaine, est basé à Hong Kong.

Vous mettez en place un programme hors les murs, « Urbi ». Quelles seront les réjouissances cette année ? En quoi est-ce important d'impliquer ainsi la ville ?

La liste est longue. Je ne citerai en exemple que le projet « Mon super-kilomètre », qui se propose de dérouler au cœur du quartier de la Médina une galerie à ciel ouvert, où les habitants du quartier et au-delà sont invités à exposer et s'exposer. Ce projet va créer un frottement social (l'artiste et le marchand de chaussures, le marchand de thé et le réparateur de pneus) qui va activer un Nous inclusif. C'est peut-être en définitive cela le plus important : que les Dakarois se sentent au cœur de l'événement. Non pas en tant que critiques ou spécialistes de la spécialité, mais en tant qu'acteurs.

13^e Biennale de Dakar, « L'heure rouge », du 3 mai au 2 juin 2018.